

RUSSIE

Amnesty International demande qu'une enquête indépendante soit menée sur la mort d'un combattant tchétchène

Index AI : EUR 46/070/02

Londres, au +44 20 7413 5566, ou
consulter le site www.amnesty.org

FLASH

Amnesty International appelle les autorités russes à mener sans délai une enquête indépendante et impartiale sur la mort en détention de Salman Radouïev, combattant tchétchène de premier plan, et à rendre publics les résultats de ces investigations. Salman Radouïev a été retrouvé mort ce week-end dans sa cellule d'une prison de haute sécurité où il purgeait une peine de réclusion à perpétuité pour le rôle qu'il avait joué dans la prise de plus de 2000 personnes en otages en 1996.

« *Compte tenu du recours très fréquent à la torture et aux autres formes de mauvais traitements au sein du système pénitentiaire russe, une enquête indépendante doit être menée pour déterminer la cause exacte du décès de Salman Radouïev* », a déclaré l'organisation de défense des droits humains.

Complément d'information

Salman Radouïev a été accusé de participation à une prise d'otages dans la République russe méridionale du Daghestan, voisine de la Tchétchénie, à l'issue de laquelle huit personnes avaient trouvé la mort. Deux mois après les événements, il avait été grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat et avait dû subir une grosse opération de chirurgie plastique à l'étranger, pour reconstituer son visage. Salman Radouïev avait été capturé par les forces de sécurité russes en 2000. Peu de temps avant sa mort, il aurait été interrogé par les autorités russes au sujet de l'extradition du responsable politique tchétchène Akhmed Zakaïev. ●

Pour en savoir plus, vous pouvez prendre contact avec l'attachée de presse responsable à Londres de la Russie, Lydia Aroyo. Courrier électronique : laroyo@amnesty.org ; tél. : + 44 20 7413 5599 ou +44 7798 555 629 (téléphone mobile). Vous pouvez également prendre contact avec la personne responsable de la recherche sur la Russie, Kim Wiesener, au +44 20 7413 5618.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à